

MOSTAGANEM

«La Vallée du Paradis», un atout majeur pour le tourisme

En marge de la conférence de presse tenue jeudi dernier à la Direction de l'hydraulique, nous avons découvert la maquette et les schémas de l'étude réalisée pour la transformation du cours de l'oued Aïn Sefra en un modèle de développement d'une ville moderne.

La ville de Mostaganem est connue sur la base d'une industrie naissante, d'un potentiel agricole et d'un tourisme avéré. Son centre a gardé de nombreux édifices de l'époque coloniale et le cours d'eau, dit oued Aïn Sefra, qui divise la ville en deux parties, en est un élément visuel important. Ainsi, nous avons vu et apprécié la maquette et nombreux croquis du projet présentant un paradis de loisirs et de divertissements et qui deviendra le lieu touristique représentatif de la cité des Mimosas.

Le projet est divisé en trois paysages dont le premier est appelé le «paysage de l'eau», il est composé de chutes d'eau et de fontaines musicales, le second est nommé «Le paysage de l'excursion», il est formé du téléphérique, chemin du Poney, Marina bleue, terrasses et jardins et une patinoire de 7 000 m², tandis que le dernier paysage, il aura pour nom «le paysage de la verdure» et comportera une place dite du Paradis, un café de la vallée, un monde jurassique, un site archéologique turc, une

cour sportive, des terrains de jeux pour enfants et des maisons en rangées de petite superficie (15 x 12 m), le tout sera construit de manière à créer une harmonie dans la ville. La couverture en béton de l'oued, qui commence des citronniers jusqu'au centre-ville, sera détruite et les espaces créés constitueront un espace représentatif de la ville.

Donc, les eaux de l'oued Aïn Sefra, qui étaient considérées comme des eaux usées seront évacuées vers la mer. Le côté du port commercial sera un point écologique avec la plantation de diverses variétés de plantes qui embelliront l'environnement et le paysage. Ce projet démontre une transformation du centre-ville, qui va de pair avec la crois-



Photo : DR

sance urbaine qui connaîtra un bouleversement lié à la croissance économique et démographique de la ville. La nouvelle maquette de ce projet montre

une restauration de l'oued d'où il sera édifié cette oasis baptisée «la Vallée du Paradis» et qui sera un atout majeur pour le tourisme.

A. B.

BOUIRA

Colère des citoyens après l'affichage des attributions des 52 logements sociaux à Hadjra Zerga

Hier, dès la matinée, des dizaines de citoyens mécontents se sont rassemblés devant le siège de l'APC de Hadjra Zerga, à 60 kilomètres au sud de Bouira, après l'affichage de la liste des 52 bénéficiaires de logements sociaux.

D'après certains contestataires qui nous ont contactés par téléphone, la liste a été minutieusement préparée par le P/APC qui n'en a fait qu'à sa tête en privilégiant encore une fois ses alliés et leurs proches, alors que les citoyens vraiment dans le besoin sont marginalisés.

Selon eux, des citoyens qui attendent un logement décent depuis plus de 20 ans sont ignorés alors que certains ont introduit leur demande pour la première fois, à l'image de certains élus et leurs proches qui ont pu bénéficier d'un logement.

D'autres encore, débarqués dans la commune il y a de cela seulement quelques années, ont également réussi à avoir un logement alors que les véri-

tables nécessiteux de la commune, ceux qui attendent un logement depuis des décennies, sont oubliés. Aussi, et pour toutes ces raisons, les dizaines de protestataires qui se sont rassemblés hier devant le siège de l'APC, demandent au wali l'annulation pure et simple de cette liste et l'envoi d'une commission d'enquête sur les lieux pour réétudier les dossiers de tous les bénéficiaires afin d'éliminer tous ceux qui ont eu d'une manière déloyale un logement.

Des accusations que le P/APC, Djamil Lamouri qui s'exprimait sur les ondes de Radio Bouira, réfute totalement. Selon lui, la liste des 52 logements sur les 80, a été rendue publique après l'étude minutieuse de plus de 400 dossiers de demandeurs de logements par une com-

mission présidée par le chef de daïra qui a veillé au strict respect de la loi.

Concernant les protestataires, le P/APC qui rappelle que la veille de cet affichage, il avait reçu dans son bureau plus de 100 personnes, toutes sorties convaincues, Ceux-ci sont, pour la majorité d'entre eux, des célibataires qui ne sont pas vraiment dans le besoin.

Enfin, concernant les bénéficiaires, le P/APC reconnaît avoir octroyé des logements à certains élus mais insiste sur le fait que ceux-ci ne possèdent pas de logements et sont locataires au chef-lieu de la commune depuis des années, alors que pour certains bénéficiaires, considérés par les protestataires comme étrangers à la commune, le P/APC rappelle avoir agi selon la loi et que ces soi-disant étrangers sont là depuis plus de 5 ans, voire pour certains autres, depuis plus de 10 ans.

Y. Y.

BLIDA

Un père et son fils séquestrent et torturent un mineur

Samedi dernier, un mineur, habitant à Blida, ne donne pas signe de vie et sa mère, inquiète, dépose une plainte auprès de la brigade criminelle de la Sûreté de wilaya qui ouvre une enquête.

Le seul indice entre les mains de la mère est que son fils a été appelé, ce jour-là à 3 heures du matin par le voisin et depuis, il a disparu.

Sur la base de ces informations, les enquêteurs se dirigèrent vers le domicile du voisin où effectivement, ils retrouvèrent l'enfant mains et pieds liés et présentant des signes de torture.

Selon le communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, la victime a fait l'objet de sévices corporels puisqu'elle a été rouée de coups et tabassée à l'aide d'un bâton.

Ses ravisseurs ne se sont pas arrêtés là. Ils ont lâché sur lui un chien de race pitbull. Evacué à l'hôpital, le

mineur a reçu les soins appropriés et a bénéficié d'un arrêt de travail de 15

jours de la part du médecin légiste.

Le père et son fils qui ont enlevé et séquestré l'enfant en prétextant qu'il leur a volé un téléphone portable, ont été présentés hier devant la justice.

M. B.

Enlèvement d'une mineure

Une jeune fille de 17 ans vient de faire l'objet d'un enlèvement de la part d'un individu qui habite à Blida et qui a usé d'un subterfuge pour attirer l'adolescente et abuser d'elle.

En effet, ce dernier a utilisé une connaissance de la victime qui l'a fait sortir de chez elle pour une soi-disant promenade, mais cette dernière l'a emmenée chez le ravisseur qui l'a prise de force dans une maison située en plein centre-ville de Blida. Là, il abusa d'elle sous la menace d'un couteau.

Libérée par la brigade des mineurs de la Sûreté de wilaya, la victime a été présentée au médecin légiste qui lui a délivré un arrêt de travail de 12 jours.

Présenté devant le juge, le principal mis en cause a été placé sous mandat de dépôt alors que ses deux complices dont l'amie de la victime ont bénéficié d'un contrôle judiciaire.

M. B.

BRÈVES

DE TLEMCCEN

Parkings sauvages, les APC interpellées

Dans certaines wilayas, le problème des parkings sauvages est en voie de règlement. Espérons que les responsables concernés, dans la wilaya de Tlemcen, feront de même pour se réapproprier la gestion des espaces publics.

D'autant plus que la nouvelle donne économique, incite les communes à trouver d'autres formes de revenus pour financer leurs projets.

Les APC peuvent déjà commencer par rentabiliser les espaces publics et parkings, cette manière de faire mettra fin à l'anarchie et au diktat de ces raquetteurs prêts à tout.

Cette solution rassurera les automobilistes et sera d'un apport financier non négligeable pour les communes. Reste bien sûr à mettre en place les moyens pour identifier les zones de stationnement avec des plaques, pour éviter tout malentendu.

M. Zenasni

Les Subsahariens sont de retour

On pensait, qu'une solution a été trouvée pour rapatrier de nombreux Subsahariens, qui ont pendant des mois, trouvé refuge dans la capitale des Zianides.

En effet, quelques jours après l'Aïd, ces exilés de la misère avaient disparu, mais depuis deux jours, ils reviennent en force. C'est une situation, certes délicate à régler pour les autorités algériennes, mais il y a aussi des risques, dont l'Algérie pourrait bien se passer.

La présence de cette communauté subsaharienne est d'abord en situation irrégulière et on assiste à l'exploitation des enfants en bas âge à des fins de mendicité.

Autre chose encore qui pourrait nuire à l'Algérie, des mariages (ou plutôt des unions) avec des filles mineurs, sont contractés par les membres de cette communauté et des naissances ont lieu sur le territoire algérien.

En se référant à certaines lois l'Algérie, s'expose à des risques. Certaines ONG, dites humanitaires ont déjà ciblé notre pays.

M. Z.